

Climat : à Lima, les pays du monde entier décollent pour la COP21 de Paris, en 2015

1er décembre 2014 / [Émilie Massemin \(Reporterre\)](#)



Ce lundi s'ouvre la conférence de Lima (COP20) sur le réchauffement climatique. Pendant deux semaines, près de deux cents États vont tâcher de définir les contours de l'accord de Paris, prévu en décembre 2015. Une mission : éviter de répéter l'échec de Copenhague.

États, ONG, médias... En matière de climat, les regards sont déjà braqués sur la 21^e Conférence des parties (« *conference of parties to the convention* », COP21) de la **Convention Cadre des Nations unies sur les changements climatiques**, prévue en décembre 2015 à Paris-Le Bourget.

A l'issue de ces négociations mondiales devrait voir le jour un nouvel accord international, visant à limiter le réchauffement climatique à 2°C à la fin de ce siècle. Alors que le **dernier rapport** du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) brandit la menace d'un réchauffement global de 4°C, si rien n'est fait...

La COP20, qui s'ouvre ce lundi matin à Lima, joue un rôle important dans la préparation de cet événement. Du 1^{er} au 12 décembre, les négociateurs venus du monde entier, membres des Nations Unies, représentants des 195 États-parties et de nombreuses ONG, vont s'efforcer de dessiner les contours du nouvel accord.

Du Protocole de Kyoto à la conférence de Durban

Pour comprendre les enjeux de cette conférence de Lima, un bref rappel historique s'impose. Le Protocole de Kyoto pour la réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES), adopté en 1997, ne couvre que la période 2008-2012. Mais en 2009, la conférence de Copenhague, censée définir les objectifs de l'après-Kyoto, est un échec.

En 2011, lors de la conférence de Durban, les États-parties décident donc de reprendre le projet d'accord à zéro. Ils créent la **Plate-forme de Durban** pour une action renforcée (ADP), chargée de définir les grandes lignes du fameux accord de la COP21, celui-là même qui devrait être adopté à Paris en décembre 2015 et entrer en vigueur en 2020.



- Obama avec les dirigeants européens lors du sommet de Copenhague en 2009. -

Lima est donc « la dernière étape décisive avant la COP de Paris », résume Célia Gautier, chargée de l'Europe et des engagements de réduction d'émissions au Réseau Action Climat (RAC). « C'est lors de cette COP20 qu'on va pouvoir évaluer la volonté politique de chacun en vue d'une action urgente sur le climat, et plus particulièrement en vue d'un accord mondial ambitieux et équitable sur le changement climatique », estime pour sa part Tasneem Essop, chef de la délégation du WWF à Lima, repris dans un communiqué de WWF France.

Objectif : zéro émissions de gaz à effet de serre en 2100

Principal « point chaud » des négociations, la préparation de la COP21 et de l'accord de Paris. Le Programme des Nations Unies pour l'environnement (UNEP), dans son Rapport *Emission gap report*, sur les réunions nécessaires d'émissions de gaz à effet de serre ([communiqué de l'UNEP](#) et [rapport en anglais](#)), rendu public le 19 novembre, préconise une réduction de 50 % d'ici 2050 par rapport à 1990, et une émission nulle d'ici 2100. Les émissions restantes devront être compensées par de la reforestation, les forêts étant capables d'absorber de dioxyde de carbone (CO₂).

Les négociateurs doivent trouver un terrain d'entente sur le contenu des « *Contributions prévues déterminées au niveau national* », sortes de feuilles de route nationales pour arriver, petit à petit, à cet objectif de zéro émission. « *La conférence de Lima doit déterminer les informations que chaque pays devra mettre dans sa contribution, sous forme d'une nomenclature très précise, de façon à ce qu'on puisse comparer les contributions entre elles* », recommande Célia Gautier, du RAC.

« Dessiner les plans de la maison »

De son côté, la Plate-forme de Durban devra définir les éléments de l'accord de Paris. « *Pour nous, cette plate-forme doit dessiner les plans de la maison, en précisant le nombre de pièces, les fondations, constituées par les contributions nationales, le nombre d'étages* », explique Célia Gautier. *C'est cette maison qui sera construite à la conférence de Paris.*

Mais Lima devra aussi trouver des solutions pour une réduction immédiate des émissions de gaz à effet de serre. « *On ne peut pas attendre l'entrée en vigueur de l'accord de Paris, en 2020, pour agir*, martèle la jeune femme. *C'est une urgence pour les pays les plus vulnérables, qui subissent déjà les impacts du réchauffement climatique.* »

Le Fonds vert pour le climat dans le besoin

Nerf de la lutte contre le réchauffement climatique, le financement du Fonds vert pour le climat (FVC), créé en 2010, sera également au cœur du débat. Lors de la conférence de Copenhague, en 2009, les pays développés avaient promis de mettre cent milliards de dollars par an sur la table d'ici à 2020, pour aider les pays en développement ([Convention cadre sur les changements climatiques](#), pages 18 et 19).

Quatre ans plus tard, alors que le FVC est déjà opérationnel, on est encore loin du compte. 2,3 milliards ont été promis, notamment par la France et l'Allemagne, [lors du sommet pour le climat organisé par l'ONU le 23 septembre dernier à New York](#). Le 16 novembre, le Japon a annoncé vouloir ajouter 1,5 milliard de dollars à la cagnotte. En

tout, 9,3 milliards avaient déjà été récoltés à la **conférence des promesses de Berlin, le 20 novembre.**



« Il faut que les pays développés annoncent de quelle manière ils vont contribuer financièrement au Fonds vert, insiste Célia Gautier. L'objectif est d'atteindre les quinze milliards. C'est important pour envoyer un signal positif et rétablir la confiance dans les négociations internationales. »

Comment se présentent les négociations ? Plutôt bien, à en croire le RAC. *« Nous ne sommes clairement pas dans la même configuration qu'avant Copenhague, dit Célia Gautier. Il y a eu des annonces en amont, la volonté affichée de certains pays développés, la prise de conscience de la société civile et des acteurs économiques qui mettent les États sous pression... »* Plusieurs annonces encourageantes ont déjà été faites. Le 28 octobre, **l'Union européenne a affirmé son objectif** de réduire les émissions de GES de 40 % d'ici 2030 par rapport à 1990, et de 80 à 95 % d'ici 2050.

Lors de la Conférence environnementale des 27 et 28 novembre, François Hollande a promis la suppression de tous les crédits à l'exportation du charbon - mais sans donner de précisions sur le calendrier. Tournant majeur, La Chine et les États-Unis, qui totalisent à

eux deux 42 % des émissions de CO2 de la planète, [se sont mis d'accord le 12 novembre pour réduire leurs émissions de GES.](#)

La Russie, l'Australie, le Canada... à contre-courant

Quelques irréductibles comme la Russie, l'Australie, le Canada et la Nouvelle-Zélande, revendiquent encore leur droit à polluer. Tony Abbott, le premier ministre australien, a ainsi annoncé le 4 novembre que « *le charbon restera la base de [la prospérité du pays] dans un avenir prévisible* ». Le Canada, très attaché à l'exploitation de sables bitumineux dans sa province de l'Alberta, sorti du Protocole de Kyoto en 2011, s'est fixé un objectif ridicule – diminuer de 17 % ses rejets de GES par rapport à 2005...

La conférence de Lima devra quand même, vaille que vaille, aller le plus loin possible dans les négociations. « *Les États-Unis et la Chine ont exprimé en langage diplomatique qu'ils étaient prêts à jouer le jeu du dialogue. Il va falloir examiner les contributions nationales de chacun et pousser les États à revoir leurs objectifs, insuffisants, à la hausse*, décrypte Célia Gautier. *Reste à observer comment les décisions vont se traduire sur le terrain, tout en restant très attentifs au jeu des lobbies.* »

Source : [Émilie Massemin pour Reporterre.](#)

Photos :

- . Avion : [Flickr](#) (Sebastien Lebrigand/CC BY-SA 2.0)
- . Obama : [Wikipedia](#) (domaine public)
- . Banderole : [Flickr](#) (Kris Krüg/CC BY-SA 2.0)

Lire aussi : [Paris doit être le Seattle du climat](#)

Et le dossier [Changement climatique.](#)

Cet article a été rédigé par une journaliste professionnelle et a entraîné des frais. Merci de

soutenir *Reporterre* :



- Emplacement : Accueil > Info >
- Adresse de cet article : <https://reporterre.net/Climat-a-Lima-les-pays-du-monde>